## Questions orales

Bien franchement, je suis convaincu que les négociations ne prendront pas une tournure sérieuse tant qu'ils . . .

Les Soviétiques.

... ne nous verront pas procéder comme prévu au déploiement.

« ... procéder comme prévu au déploiement». De l'avis du premier ministre, est-ce là une façon de contribuer de manière positive à la réussite des négociations de Genève?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le communiqué final que tous les participants ont approuvé traduit mon opinion. Je crois que le député y trouvera deux messages dont l'un adressé à l'Union soviétique, à laquelle nous demandons de prendre au sérieux la décision prise par l'OTAN en décembre 1979, de déployer des euromissiles, à moins qu'on ne trouve une solution au problème des SS-20. Ce message est inclus dans le communiqué et il importe, à mon avis, que l'Union soviétique le comprenne bien. En même temps, le communiqué renferme un autre message, à savoir que la décision prise par les pays de l'OTAN et que d'autres pays présents à Williamsburg qui n'en font pas partie ont appuyée, traduit notre désir de voir de sérieuses négociations se dérouler. On espère que ces négociations permettront de trouver une autre solution au déploiement des SS-20, sans recourir au déploiement total des euromissiles, comme l'envisage l'OTAN. Voilà le deuxième message contenu dans le communiqué.

Le député ne devrait pas me demander si j'appuie toutes les remarques faites par les participants au sujet de ce communiqué. Il est évident qu'il est le fruit d'un compromis et c'est ainsi qu'il faut l'interpréter.

Des voix: Bravo!

## LA DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

Mlle Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Madame le Président, la citation que je viens de lire au premier ministre ne figurait pas dans le texte de la déclaration commune. Il s'agit de commentaires du président après le sommet, en fait, le lendemain. De nouveau, le président Reagan a dit, que, à son avis, il devrait y avoir d'abord déploiement puis, ensuite, des négociations sérieuses. Autrement dit, il propose une stratégie unique. Le premier ministre peut-il me dire s'il est d'accord ou si les autres leaders présents au sommet étaient d'accord avec cette stratégie unique qu'adopte le président Reagan? Pendant qu'il sera debout, madame le Président, il pourra peut-être nous dire si les leaders ont envisagé la possibilité de fusionner les négociations INF (Force nucléaire de portée intermédiaire) et START (Limitation des armes stratégiques)?

• (1425)

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, j'irais jusqu'à dire que la déclaration du président Reagan, telle qu'elle est citée par le député, ne signifie pas l'abandon de la double stratégie. C'est peut-être que le président Reagan et, je dois dire, certains autres participants au sommet, estiment que les Soviétiques ne négocieront pas sérieusement tant que nous n'aurons pas procédé à un déploiement. C'est le point de vue de certains membres de l'OTAN et d'autres pays sans doute. Ce point de vue n'a pas fait l'objet d'un consensus au sommet, et il n'est pas le mien en tant que représentant du Canada. Pourtant, cela ne signifie pas que le président Reagan ait abandonné la double stratégie. C'est

simplement qu'il pense que, quels que soient nos efforts, les Soviétiques n'accepteront pas et que nous devrions déployer des missiles pour qu'ils nous prennent au sérieux. C'est son point de vue et d'autres participants le partageaient. Ce n'est pas le mien, mais je répète que ce n'est pas en contradiction avec la double stratégie; c'est plus dans le domaine des hypothèses.

Mlle Jewett: Je suppose que cela dépend de ce qu'on entend par «contribuer de manière positive à la réussite» des négociations.

## LA MESURE DU SUCCÈS DES NÉGOCIATIONS

Mille Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Madame le Président, puisque le premier ministre refuse d'aborder le sujet très important de la fusion des négociations sur la Force nucléaire de portée intermédiaire et sur la limitation des armes stratégiques, je vais lui poser une question au sujet de l'avenir des négociations de Genève. Étant donné que son gouvernement lie étroitement la question des essais des missiles de croisière à l'issue des négociations de Genève, le premier ministre pourrait-il nous dire ce qu'il considérerait comme une issue heureuse? Quels critères objectifs doit-on retenir pour en juger?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je voudrais tout d'abord faire remarquer à l'honorable représentante que je n'essayais pas d'éviter de répondre au dernier volet de sa question au sujet de la fusion des deux négociations. Il n'a guère été question de cette éventualité. Le sujet n'a été abordé qu'incidemment et je pense pouvoir dire que certains participants estiment que, tôt ou tard, on va aboutir à la fusion des négociations sur la Force nucléaire de portée intermédiaire et les négociations sur la limitation des armes nucléaires. Mais là encore, il s'agit de simples conjectures. Il y a une différence fondamentale entre les deux questions étant donné que c'est l'OTAN qui a décidé de déployer les missiles de portée intermédiaire en décembre 1979. C'est le précédent gouvernement fédéral qui a approuvé cette décision, que nous avons reprise à notre compte. C'est pour cette raison que nous participons aux négociations.

Quant à l'avenir de ces dernières, je pense pour ma part que nous devrions encourager l'organisation d'une conférence sur le désarmement en Europe; c'est une idée qui a été examinée à Madrid. Il serait souhaitable que ces négociations se déroulent en Europe, afin que ceux qui, comme l'honorable représentante, ne sont pas d'accord avec l'attitude des Américains dans le cadre des négociations, puissent avoir la preuve que quantité d'Européens partagent le point de vue du président Reagan au sujet du problème qu'elle a soulevé dans sa précédente question.

En ce qui concerne . . .

Mlle Jewett: Et les critères objectifs?

M. Trudeau: En ce qui concerne le dernier volet de sa question, madame le Président, je ne peux suggérer aucun critère objectif. L'idéal, ce serait que les négociations aboutissent au retrait complet des SS-20, mais cette option zéro ne nous paraît pas réalisable. J'ose croire, comme le texte du communiqué nous le laisse espérer, que les parties aux négociations vont s'entendre sur un quelconque niveau de déploiement ou sur le